

*Les subsides*

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark), l'ancien premier ministre du Canada, n'a pas cherché à obtenir ces garanties il y a bien des mois. Il y avait crise en Colombie-Britannique. Il est allé supplier le secrétaire d'État des États-Unis (M. Shultz) après coup. C'est de l'incompétence. C'est une incompétence manifeste et sans équivoque de la part de notre gouvernement qui fait face à la question la plus importante peut-être à se poser depuis bien longtemps.

Réfléchissons pendant un instant à ce qui s'est passé en Colombie-Britannique. Comme un acteur dans une pièce de Shakespeare, le premier ministre (M. Mulroney) a montré qu'il était tout à fait abattu et contrarié par la décision des États-Unis d'imposer un droit compensateur de 35 p. 100 sur les bardeaux de cèdre de la Colombie-Britannique. Or, le fait est que le premier ministre de la Colombie-Britannique l'a informé le 7 mai 1986 que la question était entre les mains du président américain. Qu'a fait alors le premier ministre? Se trouvait-il en Floride à l'époque? Se dorait-il au soleil quelque part? Que faisait-il pour défendre les intérêts des Canadiens? Où était donc le secrétaire d'État aux Affaires extérieures? Que faisait le ministre du Commerce extérieur (M. Kelleher)? Qu'en est-il du ministre des Finances (M. Wilson)? Où étaient donc passés les membres du Cabinet représentant la Colombie-Britannique? Dormaient-ils tous? Manifestement, la réponse est affirmative. C'est de l'incompétence. On ne procède pas à des négociations tout en permettant aux Américains de prendre une mesure qui nuit non seulement à la Colombie-Britannique, mais au Canada en entier. Notre image en prend un sérieux coup, car nous n'arrivons pas à accorder nos violons. C'est le gouvernement national qui est incompétent et qui est à blâmer en l'occurrence et non les gouvernements provinciaux, les journalistes et les députés de l'opposition.

Je voudrais lire aux députés ce que le premier ministre de la Colombie-Britannique a écrit au premier ministre le 7 mai; voici:

Comme vous le savez, on a procédé à une enquête en vertu de l'article 201 de la loi commerciale américaine au sujet des importations de bardeaux en provenance du Canada. L'International Trade Commission a jugé que l'industrie américaine souffrait de ces importations et elle a fait parvenir ses recommandations au président Reagan.

On ajoute:

Il incombe maintenant au Président de décider des mesures qui seront prises le cas échéant. Il doit annoncer sa décision le 24 mai 1986 au plus tard.

Si les députés le désirent, je peux déposer ce document. Je l'ai là noir sur blanc. Il indique que le gouvernement du Canada était au courant de cette situation. Qu'a-t-il fait? Il a attendu que l'annonce soit faite, après quoi il a pris des mesures de représailles qui vont léser les consommateurs canadiens.

Le ministre des Finances a déclaré que l'affaire était close. Et les travailleurs, eux? Qu'en est-il du côté humanitaire de ces pourparlers sur le libre-échange? Qu'en est-il des chômeurs? Qu'en est-il des gens qui veulent pourvoir aux besoins de leurs familles sans recourir à l'aide sociale? Ils veulent assurer l'éducation de leurs enfants et pouvoir gagner leur vie d'une façon honnête et convenable dans ce grand pays qui est le nôtre. Les députés peuvent m'en croire, ces graves lacunes du gouvernement national passent à mes yeux pour le signe de l'incompétence la plus totale.

Le premier ministre a fait grand état de l'accord qu'il avait conclu avec les premiers ministres provinciaux. Le seul engagement qu'il en a obtenu est celui de dire non à la fin de la journée. Il n'a rien obtenu d'autre. Ainsi, il aura beau travailler jour et nuit, ou envoyer ses fonctionnaires, voire Simon Reisman qu'il paye \$1,000 par jour, ils pourront toujours dire non. Et le gouvernement national prétend avoir la situation bien en main!

A mon avis, le gouvernement a pris cette initiative des plus importantes en s'imaginant que s'il souriait au Président américain et si celui-ci lui souriait à son tour, voire même s'ils pouvaient pousser ensemble la chansonnette, tous les grands dossiers de politique économique et de politique étrangère trouveraient leur achèvement comme par enchantement.

• (1530)

Si cette magnifique relation particulière avec le président des États-Unis a fait quoi que ce soit pour le Canada, c'est de lui causer du tort. Il me semble que le premier ministre (M. Mulroney) qui représente tous les Canadiens, se devait, qu'il était de son devoir, de téléphoner au président des États-Unis dès réception de la lettre du premier ministre de la Colombie-Britannique pour s'opposer fermement à la mesure. Il aurait dû déclarer qu'elle n'était pas conforme à l'esprit du sommet de Québec. Cependant, le premier ministre n'en a rien fait. On déplore encore ici le manque de compétence, l'absence de réflexion, le manque de logique.

Nous avons un surplus commercial de 20 milliards de dollars avec les États-Unis. Nous ne pouvons pas un instant nous imaginer que les dirigeants de ce pays vont rester assis bien tranquilles, tout souriants et dire «Merci beaucoup, Brian. Nous sommes heureux de vous connaître. Peut-être pourrions-nous nous rencontrer à Los Angeles ou à Washington? Ce serait épatant. Nos femmes prendraient le café, iraient magasiner et s'amuseraient» ce qui réglerait tous les problèmes comme par enchantement. C'est une perception puéride des questions économiques internationales et des relations étrangères. Je vous rappelle qu'il s'agit du point de vue du gouvernement. C'est de l'incompétence consommée.

Je pourrais continuer pendant longtemps à parler de ce que le gouvernement ne fait pas mais la plus récente preuve de son incompétence a été de déclarer aux États-Unis qu'il s'engagerait dans une guerre commerciale. Hier, le ministre des Finances (M. Wilson) a fait une déclaration concernant les mesures de représailles. A-t-on fait cela pour aider les travailleurs de la Colombie-Britannique? La réponse, claire et sans équivoque, est non. Pourquoi l'a-t-on fait? Parce qu'on voulait signifier aux États-Unis qu'on était vraiment sérieux. Dans ce cas, on aurait dû décrocher le téléphone il y a quelques mois pour dire au président que si les deux pays voulaient s'engager dans la voie du libre-échange, ils devaient s'interdire toute mesure unilatérale durant les négociations. Voilà ce qu'on aurait dû faire. Mais notre jovial Brian s'est contenté de sourire, notre merveilleux premier ministre, le modèle de tous les Canadiens, a chanté à la télévision nationale, pour ensuite se faire baiser quelques semaines plus tard.